

SOMMAIRE

INTRODUCTION Page 3 Pages 4-5 **NOS THÉMATIQUES** Page 6 SOLSOC, C'EST...

LA CARTE DES PARTENAIRES Page 7

Page 8 **BURUNDI RD CONGO** Page 9 **BURKINA FASO** Page 10 SÉNÉGAL Page 11 Page 12 **BOLIVIE**

Page 13 COLOMBIE **MAROC** Page 14 **PALESTINE** Page 15

Page 16 LA MOBILISATION ET LE PLAIDOYER

Page 17 LA RÉCOLTE DE FONDS

Page 18 LES FINANCES

Page 19 **NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS**



SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement durable en collaboration avec des organisations partenaires situées dans des pays appauvris. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur-euse-s belges et européen nes afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Rue Coenraets, 68 -1060 Bruxelles

Tel: +32 (0)2 505 40 70 Email: info@solsoc.be

f facebook.com/SolsocASBL

twitter.com/Solsoc

Directrice: Veronique WEMAERE · Présidente: Estelle CEULEMANS · Vice-présidentes: Gwenaëlle GROVONIUS et Martini HAGIEFSTRATIOU • Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND • Administrateur rice s : Jacques BOURGAUX, Tanqui CORNU, Claudia CAMUT, Farah DEHON, Fanny DUBOIS, Delphine HOUBA, Paul JAMAR, Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Arnaud LEVEQUE, Françis MARLIER, Ahmed RYADI, Noémie VAN ERPS

Imprimerie: Nuance 4 s.a. www.nuance4.be • Graphisme: www.dirk.studio

Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



Solsoc est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de | Solsoc respecte les obligations légales Fonds (AERF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

telles que stipulées dans le Règlement





N I N T R O D U C T I O N

ÉDITO

Après une année particulièrement douloureuse humainement, Solsoc et ses partenaires se tournaient vers 2021, pleins d'espoirs. Au niveau sanitaire, le lancement des campagnes de vaccination annonçait la diminution des propagations de la Covid-19 et la reprise économique. Au niveau politique, l'investiture de Joe Biden promettait un retour du multilatéralisme, jusqu'alors délaissé sous l'administration Trump. Ces deux évènements importants confortaient notre conviction qu'un monde meilleur pouvait émerger de l'après-pandémie.

Si cet engouement pour 2021 était largement partagé par les organisations de la société civile, les désillusions ont rapidement bousculé nos vœux et la confiance placée en nos dirigeant·e·s. L'accès inégal à la vaccination fut, sans aucun doute, le premier échec de l'année écoulée. Alors que la solidarité avait été érigée en étendard dans la lutte contre la pandémie, celle-ci a été rapidement mise à mal par l'individualisme des riches nations industrialisées. L'arrivée de nouveaux variants rappela rapidement le caractère universel et multidimensionnel de cette crise.

Au niveau mondial, le renforcement des inégalités, l'accroissement de la pauvreté et le recul des libertés fondamentales plaçaient les États appauvris dans l'isolement. À ce recul social, venait s'ajouter un recul démocratique ponctué de poussées nationalistes et autoritaires, au nord comme au sud.

Au Burkina Faso, en Colombie, en Palestine, et en République Démocratique du Congo, la relation entre gouvernants et gouverné-e-s a été difficile, et régulièrement explosive. Au Burkina, les remaniements ministériels n'ont pas su mettre un terme à l'intensification de l'activité terroriste, ébranlant les espoirs d'une paix sociale. En Colombie, des manifestations dénonçant des problématiques structurelles ont donné lieu à une répression sanglante du gouvernement d'Ivan Duque. En Palestine, les colons et les forces d'occupation israélienne ont intensifié les provocations et les agressions à l'encontre des palestinien-ne-s. En RDC, le contexte préélectoral n'a cessé de raviver les tensions internes. Partout dans le monde, les crises sociales, politiques et économiques renforcées par la pandémie nous ont rappelé, de manière brutale, la fragilité des acquis sociaux et politiques.

Au niveau belge, notre plaidoyer a suscité l'intérêt de nos mandataires politiques. Forts de notre réseau international, nous avons relayé les positionnements de nos partenaires, facilitant le dépôt de plusieurs résolutions concernant la situation en Colombie et en Palestine. Le 22 avril, la prise en considération par le Parlement d'une proposition de loi portant sur le devoir de vigilance fut une victoire importante pour la société civile.

Si l'année 2021 fut décevante sur le plan international, Solsoc et ses partenaires internationaux sont restés mobilisés sur les thématiques qui font le cœur de notre action : travail décent, protection sociale, économie sociale et solidaire, respect des droits humains, de la démocratie et de la citoyenneté. Après presque deux années sans pouvoir réunir physiquement les partenaires, c'est en décembre, au Sénégal, qu'a eu lieu la 8e rencontre internationale de Solsoc. Un moment fort et essentiel pour faire le point sur les 5 années du programme et réfléchir ensemble aux solutions permettant de s'assurer qu'un monde meilleur émergera de l'après-pandémie.

Veronique Wemaere, Directrice de Solsoc



NOS THÉMATIQUES

LE TRAVAIL DÉCENT

Le travail décent est un concept développé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il garantit des moyens suffisants pour satisfaire des besoins humains essentiels. Il repose sur quatre piliers : la création d'emplois et de moyens de subsistance durables, l'amélioration des conditions de travail, de la protection sociale et du dialogue social. Il implique l'élimination du travail forcé, l'abolition du travail des enfants, l'élimination de la discrimination de race ou de genre en matière d'emploi, etc.

Au travers du Programme 2017-2021 « Travail Décent » mis en œuvre conjointement par FOS, IFSI et Solsoc, nos organisations entendent promouvoir la mise en œuvre des différentes dimensions du travail décent pour les travailleur euse s de l'économie formelle et informelle.

Avec l'appui de ses partenaires syndicaux, la Centrale Générale et la Centrale Horval de la FGTB et les Mutualités socialistes UNMS/NVSM, le programme commun renforce ainsi 24 partenaires, 360 associations et réseaux d'associations à base communautaire dans les domaines de l'économie sociale et solidaire, la protection sociale, la défense des droits des travailleur-euse·s, la démocratie et la citoyenneté.



▶ LA PROTECTION SOCIALE

Chacun-e traverse des moments dans sa vie où il-elle est plus vulnérable. C'est le cas en particulier lorsque l'on tombe malade, que l'on a un accident, mais également quand on perd son emploi. Ce que nous connaissons en Belgique sous le terme de sécurité sociale est un système d'assurance individuelle basé sur la solidarité et sur une responsabilité collective de la société. Il consiste à garantir l'accès aux soins de santé et à des revenus de remplacement qui forment un filet de sécurité pour continuer à vivre une vie digne dans les moments difficiles. La protection sociale est un droit fondamental, inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme depuis 1948. Pourtant, seulement 47 % de la population mondiale bénéficient d'une couverture sociale. En Afrique où le défi le plus urgent est l'accès à la santé, plus de 80 % n'ont pas accès à une protection sociale.

Pour Solsoc, il est fondamental de renforcer ce cadre et aussi de le protéger dans les pays où les systèmes de protection sociale sont fragiles ou en voie de privatisation. C'est pourquoi, avec l'appui de l'UNMS et des fédérations Solidaris (WAPI, Solidaris Charleroi, Solidaris Liège, Mutualité du Brabant), Solsoc soutient dans 4 pays d'Afrique (Sénégal, Burkina Faso, Burundi et RD Congo) l'extension des mutuelles de santé communautaires afin de permettre à des familles issues du secteur rural et informel d'accéder à des soins médicaux

Solsoc encourage par ailleurs la mise en réseaux des mutuelles pour mieux défendre les politiques de santé publique dans les secteurs formels et informels, et l'Assurance Maladie Universelle (AMU).



L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Alternative économique au modèle néolibéral, l'économie sociale et solidaire promeut un système basé sur la participation démocratique et la solidarité, plutôt que sur la compétition et la recherche du profit à tout prix. Au Nord comme au Sud, le modèle prend de l'ampleur et rencontre du succès.

Pour Solsoc, l'économie sociale et solidaire constitue une réelle stratégie de création d'emplois décents et d'amélioration des conditions de vie. Que ce soit en milieu urbain ou rural, elle s'adresse majoritairement au secteur informel et aide à repenser les modes de production, de transformation et de commercialisation des produits, ainsi que la gestion économique des coopératives. Les résultats ne se traduisent pas seulement en termes de revenus, mais aussi en qualité de vie, durabilité des dynamiques, inclusion des plus vulnérables, protection de l'environnement. Solsoc entend donc renforcer les capacités des ONG partenaires du Sud et appuyer des coopératives et autres dynamiques économiques avec une attention particulière envers les femmes et les jeunes.

Ces initiatives sont soutenues par Solsoc au Sénégal, au Burkina Faso, en RDC, au Burundi, en Bolivie, en Colombie et au Maroc avec l'appui des assurances P&V.



► LA DÉMOCRATIE, LES DROITS HUMAINS ET LA PARTICIPATION

Pour Solsoc, le développement passe nécessairement par le respect des droits humains et de la démocratie. Cela peut paraître évident, et pourtant... Tandis que les extrêmes racistes et autoritaristes ont le vent en poupe, les menaces qui pèsent sur les leaders des mouvements sociaux, les activistes environnementaux, les défenseur-euse-s des minorités s'assombrissent. Malgré ces difficultés et pour tenter d'y résister, nous soutenons la participation des organisations de la société civile et en particulier des jeunes et des femmes à la définition des politiques publiques qui les concernent, qu'elles soient sociales, agricoles ou commerciales.

SOLSOC ET SES PARTENAIRES NORD ET SUD DÉFENDENT :

- Le droit international et l'application des résolutions de l'ONU.
- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en toute indépendance et souveraineté.
- Le droit à la réparation pour les populations victimes de violations de leurs droits ou d'atteinte à leur intégrité physique ou morale.
- · L'égalité des droits entre hommes et femmes.
- Le respect des normes sociales et environnementales dans les traités de commerce internationaux.
- Le droit à une alimentation adéquate et durable et le droit à la terre.



SOLSOC EN 2021, C'EST...

- ORGANISATIONS
 PARTENAIRES
 ASSOCIÉES
- 392 ASSOCIATIONS LOCALES OU RÉSEAUX SOUTENUS
- DANS 8 PAYS D'AFRIQUE,
 D'AMÉRIQUE LATINE, EN

PALESTINE. ET EN BELGIQUE

PLATEFORMES
ET RÉSEAUX DE
SENSIBILISATION
ET DE PLAIDOYER
AUXQUELS SOLSOC
PARTICIPE

- ► 361.137 EUROS DANS
 LE CADRE DE NOTRE PROGRAMME
 DE SENSIBILISATION ET DE
 PLAIDOYER EN BELGIQUE
- ► 4.222.016 EUROS D'APPUI À SES PARTENAIRES SUD
 - ▶ 167 DONATEUR-RICE-S
 - ► 18 PERMANENT-E-S (15,8 ETP)

DES COLLABORATIONS AVEC 8
ORGANISATIONS DE L'ACTION COMMUNE
SOCIALISTE (FGTB, SOLIDARIS, PS, FPS, MJS,
PAC, P&V, MULTIPHARMA)

LA CARTE DES PARTENAIRES



BURUNDI

CONTEXTE

Le Président élu en 2020, a montré sa volonté de sortir le Burundi du marasme économique ainsi que de son isolement diplomatique. Des mesures de lutte contre la fraude, la corruption et l'adoption d'un cadre pour la société civile, ont abouti à la levée de sanctions et à l'arrêt de la Commission d'enquête sur les droits de l'homme. Le contrôle de la société civile reste prégnant. Malgré la situation sanitaire et l'insécurité persistante, en 2021, la production vivrière fut relativement bonne mais a connu de fortes pénuries de produits essentiels à l'activité. Le gouvernement a confirmé sa volonté de reprendre toute la filière café dé-privatisée. Au niveau de la protection sociale, la Carte d'Assistance Médicale (CAM), catégorise maintenant les cotisations en fonction des revenus, ce qui affecte les mutuelles de santé. Sur le plan syndical, une Commission tripartite travaille à élaborer le nouveau code du travail voté et adopté.

NOTRE ACTION

Solsoc appuie des Initiatives d'Economie Sociale et Solidaire (IESS) dans la région rurale du Kirimiro. Plus de 469 emplois (dont 89 permanents), y ont été créés avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International. Les 8 coopératives formées s'autonomisent et couvrent déjà la totalité de leur frais de fonctionnement. La FEBUTRA a formé 71 de ses membres en 2021, afin qu'ils puissent s'organiser à défendre leurs droits en tant que travailleur-euse-s. Nos partenaires ADISCO, CNAC et UHACOM continuent le travail de sensibilisation et de plaidoyer. En 2021, 33 mutuelles de santé ont été accompagnées. Elles offrent, maintenant, une protection sociale à 32.982 personnes mais font face à une rude concurrence avec la réforme de la CAM, devenant toujours moins chère mais offrant des services de moindre qualité. Les mutuelles ont néanmoins réussi à augmenter leur nombre d'affilié-e-s. Leurs outils de gestion ont été harmonisés en collaboration avec la PAMUSAB

« Je suis adhérant à la Mutuelle de santé des caféiculteurs depuis 2008. La santé de ma famille s'est beaucoup améliorée car nous nous faisons soigner dès les premiers symptômes de maladie. Le mois passé, mon fils est tombé en syncope au moment où je n'avais même pas 100 francs burundais sur moi. Il a été testé positif au paludisme et comme la situation était critique, il a été référé à l'hôpital de Bubanza. Sur présentation de ma carte, le personnel de l'hôpital a pris soin de lui jusqu'à sa guérison. Si ma famille n'était pas assurée, j'aurais dû avoir recours au crédit ou vendre un bien familial et mon fils pouvait mourir pendant ces procédures. »

Servat HAVYARIMANA, membre de la mutuelle de santé TWITEHAMAGARA de Musigati

4 PARTENAIRES

81 ORGANISATIONS LOCALES APPUYÉES

899.925 € D'APPUI ANNUEL

RD CONGO

CONTEXTE

Pour dépasser les divergences politiques et réaliser des actions structurelles bloquées par l'opposition, le Président a mis en place «l'Union sacrée de la nation» en 2021 mais les bonnes intentions ne se sont, malheureusement, pas concrétisées rapidement. Les secteurs essentiels tels que l'éducation, la santé, l'agriculture et les infrastructures restent sous-financés et stagnent autour de 3% du budget. Malgré un Etat de siège en 2021, l'Est du pays vit toujours dans l'insécurité. L'économie reste dépendante du secteur minier et du cours des minerais. De surcroit, les mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19 ont occasionné faillites et pertes d'emplois. Pour survivre, plus de 80% de la population active n'a comme solution unique, que de se tourner vers l'économie informelle, dont l'entrepreneuriat agricole et ses coopératives productrices et transformatrices.

NOTRE ACTION

Appuyée par la FGTB, WBI et ses partenaires locaux, CENADEP, DIOBASS et CRAFOP, Solsoc soutient 23 Initiatives Sociales et Solidaires. Elles utilisent, à présent, un cadre d'analyse donnant les conditions pour s'inscrire comme IESS, les conditions à acquérir et les conditions d'exclusion. Les Dynamiques d'action citoyenne (DAC) continuent de plaidoyer auprès des autorités locales afin d'améliorer les conditions de vie des congolais·es. 2021 a vu une avancée dans la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle, qui permettrait à la population de l'économie informelle, d'accéder, à terme, également aux soins de santé. Actuellement, les mutuelles couvrent 6471 bénéficiaires et sont soutenues par l'UNMS, Solidaris et Multipharma. La Fondation Roi Baudouin finance un projet de valorisation de l'eau de ruissellement associée au reboisement au Sud Kivu. Grâce à Bruxelles Environnement, 2 nouvelles coopératives ont été créées. L'une vise à réduire la consommation en charbon de bois, l'autre permet de cultiver tomates et aubergines sans produits chimiques.

Je suis vendeuse au marché de Nguba. La pandémie de Covid m'a empêché de commercer et la coopérative d'épargne, dans laquelle j'avais mis mes économies, a fait faillite. Je n'avais plus de stock et je n'arrivais même plus à préparer un repas par jour à mes enfants, que j'ai dû retirer de l'école. Alors, avec les 180 vendeuses du Comité de Marché d'UMOJA, on a mis en place une caisse de solidarité. Nous avons toutes mis 1\$ ou 2\$. Grâce à cela, j'ai eu un 1er prêt de 20\$, pour reprendre mon activité de vente de tomates et condiments. Puis, j'ai eu un 2ème prêt de 50\$ et encore un 3ème. Aujourd'hui,12 mois plus tard, j'ai 200\$ d'épargne et mes enfants n'ont plus faim. J'ai même contribué à la réfection de la passerelle donnant accès au marché.

Cinama Cihebeyi, vendeuse du marché de Nguba et membre de son Comité de marché LIMO IA à Bukayu.

3 PARTENAIRES

39 ORGANISATIONS LOCALES APPUYÉES

765.368 € D'APPUI ANNUEL

BURKINA FASO

CONTEXTE

L'instabilité politique du pays a persisté en 2021. Dans la région sahélienne, les violences terroristes ont fait des milliers de morts et ont impacté l'activité économique de tous les secteurs. L'incapacité des dirigeants à juguler l'insécurité a entrainé une insatisfaction criante, des remaniements ministériels ont eu lieu en décembre 2021, et ont été suivis d'un coup d'État en janvier 2022. Le gouvernement a, cependant, poursuivi la mise en place d'une protection sociale pour tous les Burkinabè et a pris des mesures pour favoriser la consommation locale (Interdiction d'exportation de certaines céréales, création d'un logo Made in Burkina, certification ABNORME), créant un contexte favorable pour les associations membres de notre partenaire CARTPL (collectif de 40 associations de transformatrices de produits locaux et de restauratrices) soutenu par WBI et la Province du Brabant wallon.

NOTRE ACTION

Le CARTPL a renforcé sa maîtrise de l'économie sociale et solidaire au cours d'un atelier à Kinshasa, en novembre 2021. A la fin de l'année, 54 associations avaient signé la charte ESS. Les unions de mutuelles ont adapté leurs stratégies face à l'insécurité ayant entraîné une perte de membres depuis 2019. L'UMUSAC et ASMADE ont continué leur travail avec l'aide de Solidaris et de MASMUT et ont développé d'autres moyens de communication lorsque les visites de terrain étaient dangereuses. En 2021, il y a eu un rebond de croissance. En tout, 62 mutuelles sont financées et 62.419 personnes ont un accès aux soins de santé. Les syndicats, encadrés par Solsoc et la FGTB, comptabilisaient 21.838 affilié·e·s fin 2021.

« J'ai adhéré à la mutuelle de santé en 2006 et je suis satisfait des services dont j'ai bénéficié car les problèmes de santé de ma famille ont été supportés par la mutuelle même lorsque j'étais au chômage. Je suis à présent installé à mon compte avec ma femme et notre commerce nous permet de vivre et de payer notre cotisation annuelle. Je sensibilise mon entourage pour expliquer les avantages d'adhérer à la mutuelle. Au début, les gens étaient réticents, mais ils ont compris que s'ils sont en bonne santé, ils pourront vaquer à leurs occupations économiques. Si les soins urgents sont garantis, nous pouvons mieux gérer les dépenses courantes et financer l'école pour nos enfants. »

Abel NIKIEMA, restaurateur et chargé de communication à la Mutuelle de Saaba

3 PARTENAIRES

110 ORGANISATIONS LOCALES APPUYÉES

566.791 € D'APPUI ANNUEL

SÉNÉGAL

CONTEXTE

Le gouvernement sénégalais est resté favorable au développement de l'économie sociale et solidaire, et a la volonté d'offrir une protection sociale pour tou·te·s. Les deux ministères créés afin d'avancer sur ces thématiques essentielles, collaborent avec nos partenaires GREEN-SENEGAL et OYOFAL PAJ. Le projet de loi sur la protection sociale est en cours de validation et les acteurs de la société civile plaident pour la mise en place d'un cadre juridique et organisationnel. Un des constats de l'évaluation par le ministère du Développement communautaire et de l'Equité sociale et territoriale est que, dans le contexte de la Covid-19, les populations se tournaient vers le marché informel et les guérisseurs pour se soigner, entrainant des difficultés à récupérer les cotisations des mutuelles. Les IESS soutenues ont poursuivi leurs activités malgré l'énorme impact de la crise sanitaire.

NOTRE ACTION

Les IESS accompagnées par GREEN ont créé 625 emplois, depuis le début du programme 2017-2021. En 2021, à elles seules, les associations Fass Diom et Niakk Djarinu ont transformé plus de 85 tonnes de céréales (mil, maïs, riz, fonio) et produit 17 tonnes de noix de cajou, du niébé, du bissap, du ditakh, de la patate douce, des mangues, etc. Les unités de transformation ont augmenté leur production. Le soutien de Solidaris, de la Mutualité socialiste du Brabant et de Multipharma a renforcé 12 mutuelles, 3 unions départementales et 1 union régionale. Elles apportent une couverture sociale à 158.648 sénégalais es dont plus de 82% sont en ordre de cotisation. En décembre 2021, Solsoc a organisé sa 8è Rencontre internationale à Kaolack et à Thiès. Les partenaires sénégalais es ont accueilli des représentant es du Burkina Faso, de Palestine, de RD Congo, du Burundi et de Colombie, l'équipe de Solsoc, des partenaires du programme belge, IFSI, FGTB et notre Présidente. Les participant es ont débattu des défis et stratégies du nouveau programme commun Travail décent.

« Mon travail, c'est la couture, j'habille les gens pour les rendre jolis. Grâce aux formations de Niakk Jarinu et GREEN, j'ai appris la pâtisserie, la couture, les prestations de service et la transformation de produits alimentaires. Je suis maintenant une femme polyvalente et je veux travailler. Je ne veux surtout pas rester à la maison. Au-delà de l'argent que je gagne, j'aime mon travail et j'ai des amies ici. On travaille bien ensemble et ça me fait plaisir. Le travail des femmes, c'est important pour que nos maris nous respectent. »

Ndiaya Diop, membre de Niakk Jarinu, à Thiès

2 PARTENAIRES

34 ORGANISATIONS LOCALES APPUYÉES

275.201 € D'APPUI ANNUEL

BOLIVIE

CONTEXTE

La pandémie de Covid-19 a mis en lumière les fortes inégalités, notamment pour les travailleur·euse·s de l'économie informelle (80% de femmes). Le gouvernement a réagi par la mise en place d'un plan national de vaccination et a organisé, depuis août 2021, des sommets départementaux pour la reconstruction économique et productive du pays. Si ces initiatives se matérialisent, elles permettraient d'installer des systèmes d'irrigation, des infrastructures sanitaires et routières, de générer des emplois et de réduire la pauvreté. À l'échelle locale, les bolivien·ne·s ont élu leurs gouverneurs et leurs bourgmestres en mars 2021. Les nouvelles autorités ont vu les budgets diminuer drastiquement en raison de la crise sanitaire. En dépit de ces contraintes, les Gouvernements Autonomes Municipaux ont honoré leurs engagements financiers envers les Initiatives d'Économie Sociale et Solidaires accompagnées.

NOTRE ACTION

Dans les régions de Sucre et de La Paz, des paysan ne s gèrent 27 Initiatives d'Économie Sociale et Solidaire et sont soutenu-e-s par Solsoc, la FGTB-Horval et nos partenaires locaux, PASOS, AYNI, REMTE et FUNDAA.SUR. Les femmes y occupent 61,8% des postes de direction. Des canaux de commercialisation stables et variés ont été consolidés en 2021. Les IESS ont instauré des mécanismes d'articulation solidaire entre producteur-rice-s des régions rurales et consommateur-rice-s des villes. La question de la protection de l'environnement est centrale, 2 organisations de Chuquisaca œuvrent à protéger les bassins fluviaux du risque de contamination des eaux, qui aurait des conséquences dramatiques pour l'agriculture. 3 syndicats boliviens sont épaulés et la nouvelle École Nationale d'Éducation et de Formation politico-syndicale, créée par la CGTFB et accréditée par le Ministère de l'Éducation, a déjà formé 308 affilié-e-s. Dans le secteur industriel, 1145 femmes ont été formées à défendre leurs droits.

« Ma famille produit des légumes sous serre car ma communauté est située à 3800 mètres d'altitude et les températures peuvent varier entre -5°C et 25°C. Nous produisons des salades de blé, salades frisées, laitues, radis et oignons. Solsoc a financé le réservoir d'eau pour l'irrigation, la construction des serres et le système d'irrigation goutte à goutte. Ma famille est heureuse, mes enfants aussi et nous travaillons ensemble avec enthousiasme. Chaque semaine, nous livrons en moyenne entre 80 et 120 sacs de salade de blé et 120 à 200 sacs de laitue, nettoyées et emballées, à la société de commercialisation juste « Valleverde ». Depuis que nous avons nos IESS familiales, nous ne devons plus chercher de travail dans des endroits éloignés. Nos conditions de travail sont donc meilleures.»

Rosa Angélica Torrez Poma, Productrice de l'Association AIPAV VALY Pasto Grande - La Paz

4 PARTENAIRES

40 ORGANISATIONS LOCALES APPUYÉES

496.356 € D'APPUI ANNUEL

COLOMBIE

CONTEXTE

L'État reste indifférent aux revendications des travailleur-euse-s, doublement impacté-e-s par les mesures anti-Covid, il se range ouvertement du côté des patron-ne-s et fait usage de la force contre toute manifestation. Suite à la signature de l'Accord de paix, il y a cinq ans, la Colombie avance sur un chemin de la paix sinueux. Depuis lors, on dénombre l'assassinat de 292 ex-combattant-e-s en réincorporation et de 594 défenseur-euse-s des droits humains et environnementaux. Les paramilitaires maintiennent la peur en menaçant les travailleur-euse-s. Les entreprises continuent impunément l'accaparement des terres. L'Accord colombien est l'un des plus avancés en matière de droits des femmes et des LGBTQI+ mais il est n'est appliqué qu'à hauteur de 20 %. L'accent mis sur l'ethnicité a été dé-priorisé perdant l'occasion de progresser vers la fin de l'exclusion des peuples ethniques historiques.

NOTRE ACTION

Les 3 syndicats appuyés par la FGTB-Horval, Solsoc et ATI, homogénéisent leurs connaissances et revendications. Ils militent pour créer la Fédération agroalimentaire, proposée par SINALTRAINAL, qui a initié aussi la Clinique juridique pour les travailleur-euse-s en conflit avec les entreprises agroalimentaires. Elle comptait 4 050 affilié-e-s fin 2021. Par ailleurs, SINTRACATORCE (Organisation de coupeurs de canne à sucre-Vallée du Cauca), qui compte 95 affilié-e-s, et l'USTIAM (Union des organisations des travailleurs de l'industrie de la bière) ont poursuivi leurs actions conjointes, dont la campagne Mobilise-toi pour leurs droits, ce sont aussi les tiens. Nos partenaires, ATI et IPC, soutiennent 30 communautés rurales et 2 réseaux d'organisations de l'agriculture familiale. Ils ont diversifié les modes de vente de produits écologiques, en créant une plateforme internet pour les consommateur.rice.s de Bogota et sa région (Cundinamarca): Comamos Sano (déjà 26 producteur-rice-s membres et 382 client-e-s). Grâce au plaidoyer, 327 familles paysannes de San José de Apartadó ont récupéré leurs terres.

«Notre association, formée par des productrices de fleurs et leurs filles, lutte pour défendre les territoires, la production des fleurs et la construction de modèles de production alternatifs. Avec le Comité SALSA, nous encourageons la connexion ville-campagne, en soutenant les marchés de producteur-rice-s et l'approvisionnement en semences biologiques. Solsoc et son partenaire ATI, nous accompagnent dans nos actions et dans le renforcement de notre structure et des réseaux de l'agriculture paysanne familiale. Grâce à la plateforme, la vente de nos produits génère des revenus stables et nous a aidés à survivre pendant la pandémie et même à prospérer! Nous étions un pissenlit qui a surmonté l'adversité et nous avons pu nous prouver la puissance de notre propre force »

Guisella Lara Veloza et Gloria Rodriguez, productrices de fleurs, membres de l'Association Herrera de la Sabana de Bogota

2 PARTENAIRES

7 ORGANISATIONS LOCALES APPUYÉES

538.876 € D'APPUI ANNUEL

MAROC

CONTEXTE

La pandémie de Covid-19 a fortement impacté le pays sur les plans sanitaire et socio-économique. Environ 79.000 personnes ont perdu leur travail en 2021, le taux de chômage s'est élevé à 12,3% et l'inflation est restée croissante. Dans un contexte sécuritaire renforcé, le dialogue avec la société civile fut limité et des manifestations furent interdites ou réprimées. Malgré sa bonne volonté affichée, le Maroc reste à la 144è place sur 156 pays, en matière d'inégalité des genres. Outre ces défis majeurs, l'État reconnait l'économie sociale et solidaire comme un secteur porteur, en ligne avec les objectifs de l'INDH, dont le développement peut contribuer à lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion, à créer de nouveaux emplois et à organiser le secteur informel. D'autre part, des mesures ont été prises pour étendre la protection sociale aux personnes qui n'y ont pas accès, dont les travailleur-euse-s de l'informel et les plus démuni-e-s.

NOTRE ACTION

À Casablanca, 15 associations et Initiatives d'Économie Sociale et Solidaire sont appuyées par Solsoc et ses partenaires AJR, AFAQ et l'IFAAP, avec l'aide des Assurances P&V. Les IESS procurent des revenus à 125 marocaines dont 61 emplois directs, créés par 8 coopératives toutes gérées par des femmes. Elles ont rédigé un rapport d'observations et recommandations afin de rendre le processus électoral plus inclusif en vue des élections de 2021. Un premier réseau professionnel de 5 coopératives du secteur de la couture et du textile a été créé. La commercialisation des produits a été diversifiée via un recours aux plateformes de vente en ligne. La 3è édition du Forum Social des Quartiers de novembre 2021 a vu une forte participation féminine (42% des 200 participant·e·s). En 2021, les associations de Sidi Moumen ont revendiqué collectivement l'amélioration des transports de la commune. Suite à leurs actions, la desserte locale a été renforcée.

« En grandissant, j'ai ressenti l'envie d'améliorer la situation de notre quartier. Il y a 5 ans, je suis devenue membre d'AJR et j'ai collaboré au programme «Vie digne et Travail décent», soutenu par Solsoc. Grâce à cette expérience, j'ai développé des compétences en animation, encadrement de jeunes, plaidoyer, interpellation, etc. J'ai repris les études, j'ai obtenu mon baccalauréat en parcours libre et entamé la Sociologie à l'Université. Je me suis présentée aux élections communales, en 2021 et j'ai été élue Conseillère communale, la plus jeune élue jusqu'ici! Je suis porte-parole des jeunes et du tissu associatif et je peux contribuer activement à son développement, tout en montrant aux jeunes et surtout aux femmes que, si on le veut vraiment, on peut devenir actrice de changement.»

Sanaa Hadnane. 28 ans. étudiante, membre d'AJR et Conseillère communale, Mohammedi.

3 PARTENAIRES

30 ORGANISATIONS LOCALES APPUYÉES

196.945 € D'APPUI ANNUEL

PALESTINE

CONTEXTE

En mai 2021, suite aux expulsions de familles de Sheikh Jarrah, des milliers de manifestant·e·s ont été la cible de l'armée israélienne qui a fait des centaines de blessé·e·s. L'escalade de violence a mené au bombardement de l'enclave durant 11 jours. Suite à l'assassinat de l'opposant politique, Nizar Banat, le 25 juin, une manifestation a été sévèrement réprimée par l'Autorité palestinienne, marquant un durcissement vis-à-vis de la société civile. En octobre, l'État israélien qualifiait 6 ONG palestiniennes en faveur des droits humains de « terroristes ». La Banque mondiale estime le taux de pauvreté à 36% en Cisjordanie et à 64% à Gaza. Bien que les femmes bénéficient d'une égalité politique légale, leur participation reste limitée comme leur accès au travail, aux soins de santé, à l'enseignement supérieur et à la propriété. En 2021, le chômage est resté élevé :14,7% en Cisjordanie et 50.2% à Gaza.

NOTRE ACTION

Le syndicat PGFTU améliore les conditions de travail dans l'industrie des carrières de pierres en formant les travailleur-euse-s aux mesures de santé et de sécurité, il est épaulé par Solsoc et la FGTB. Pas moins de 24 délégations syndicales sont nées en 2021 et 15 formations ont été dispensées dans 10 entreprises. Cette année, 19 IESS, ont continué d'être appuyées par nos partenaires MA'AN et PAC. Notre programme, surtout axé sur la jeunesse, a soutenu 30 comités comptabilisant 300 jeunes à Gaza. Deux rassemblements en présentiel ont pu se tenir, renforçant les liens entre les jeunes mobilisé·e·s. Un projet pilote sur la résilience des enfants, de notre partenaire MA'AN et soutenu par WBI a permis de former 43 enfants d'Al Ka'abneh et leurs mères. Ensuite à Jéricho, 80 enfants et 57 mamans ont suivi le cycle de formation. Notre partenaire PAC mène une action d'ouverture à la culture et la danse et Vivaqua participe à un projet de réhabilitation des installations sanitaires dans des écoles de la Vallée du Jourdain.

« Au départ, je participais uniquement aux activités de l'association mais ensuite je suis devenue animatrice, formatrice puis coordinatrice. J'anime des débats sur diverses questions de société et coordonne beaucoup d'activités et de campagnes de sensibilisation avec et pour les jeunes. Nous essayons de porter ces campagnes au niveau national, en se coordonnant avec d'autres associations. Je trouve que le programme aide à consolider le travail communautaire et les valeurs nationales, d'une façon accessible à tous. De plus, le fait que je sois une femme me pousse à tout donner pour défendre nos droits. C'est notre devoir de soutenir les femmes opprimées, indépendamment de notre éducation, des circonstances ou des expériences que nous avons traversées. »

Adeen Thafer, 29 ans, Coordinatrice programme de l'association Al-Awda de Tulkarem

3 PARTENAIRES

51 ORGANISATIONS LOCALES APPUYÉES

492.551 € D'APPUI ANNUEL

LA MOBILISATION ET LE PLAIDOYER EN BELGIQUE

LA MOBILISATION

En Belgique, Solsoc relaie les préoccupations et les revendications des organisations partenaires à l'international. C'est ensemble qu'ils se proposent de mobiliser le public belge et européen sur les enjeux internationaux pour un développement solidaire et durable. L'ONG mène un travail d'information et de mobilisation du public belge en partenariat avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs politiques et philosophiques de solidarité et de justice sociale. Ces organisations sont : la FGTB, l'UNMS - Solidaris, les FPS, le MJS, PAC, le CEPAG, le CNCD-11.11.11, ainsi que d'autres organisations de la société civile belge concernées par la solidarité internationale. Solsoc met à disposition de son public différents supports de sensibilisation pour présenter les enjeux du Travail décent et les actions de ses partenaires internationaux (articles de presse, outils d'animation, documents audiovisuels, conférences-débats, webdocumentaires interactifs, capsules vidéo, etc.).

LE PLAIDOYER

Parce que le monde ne changera pas si des politiques sociales, économiques et financières plus justes ne sont pas mises en œuvre, Solsoc mène un travail d'interpellation des décideur-euse-s politiques belges et européen-ne-s afin de relayer les revendications et préoccupations de ses organisations partenaires dans les pays d'intervention, en particulier en ce qui concerne la Colombie, la Palestine et l'Afrique Centrale où l'ONG intervient. Afin de donner davantage de poids à son action politique, Solsoc travaille en étroite collaboration avec ses partenaires FOS et IFSI au sein du Cadre Stratégique Commun (CSC) Travail décent. Solsoc intègre également des plateformes de plaidoyer aux côtés d'autres ONG et de mouvements sociaux belges.

Ces collaborations, en matière d'expertise et de plaidoyer, au sein de plateformes et groupes de travail permettent d'inscrire les actions de l'organisation sur le long terme, sur des thématiques porteuses et pertinentes, de relayer les préoccupations et le travail de ses partenaires internationaux et de contribuer de manière réactive aux travaux des parlements et des gouvernements.





LA RÉCOLTE DE FONDS



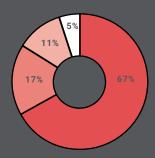
La récolte de fonds assure le suivi et le recrutement des donateur-rice·s: pour 2021, Solsoc a délivré 167 attestations fiscales pour un montant global de 21.526,21€. La coordination de l'Opération 11.11.11, la nouvelle opération de levée de fonds SOLSOCKS, ainsi que la participation à d'autres événements, comme le Premier Mai font également partie de ses attributions. Solsoc est membre de l'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds (A.E.R.F.), réseau auquel il est indispensable d'appartenir pour toute association qui mène une politique de récolte de fonds professionnelle et éthique.

ACTIVITÉS CLÉS, PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2021:

- Une année reconfinée Alors que 2020 avait mal commencé, l'année s'est avérée finalement positive pour la récolte de fonds. En raison de la forte mobilisation en ligne pour palier le contexte défavorable du confinement, plus de dons avaient été récoltés que les années précédentes. En 2021, au contraire, l'année s'annonçait bien en perspective et on semblait enfin apercevoir le bout du tunnel. Avec la reprise progressive en présentiel on pouvait espérer une forme de retour à la normalité. Cependant, avec le retour de la pandémie de Covid-19 pendant la seconde moitié de l'année, les actions prévues
- en récolte de fonds ont été impactées. Plusieurs ventes physiques autour des périodes de fêtes ont dû dès lors être annulées et nous avons eu également moins de commandes de chocolat d'entreprise 11.11.11, en raison de l'incertitude quant au retour au télétravail.
- L'opération 11.11.11 en 2021 a permis de récolter 18.035€. Solsoc a directement vendu pour près de 4.425€ de produits 11.11.11, grâce à la mobilisation de son personnel et de ses sympathisant·e·s. Les commandes de produits d'entreprises (chocolat) ont été moins importantes que l'année précédente. Les dons en ligne, dans le cadre de la campagne 11.11.11 ont été de 1.429€.

MERCI À TOU-TE-S CEUX-ELLES QUI NOUS ONT SOUTENU!

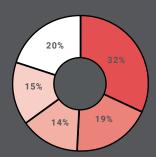
LES FINANCES



FINANCEMENT DU PROGRAMME ET FRAIS DE STRUCTURE

- **VOLET INTERNATIONAL** ► 67 % ► 4.560.311 € *
- **■** STRUCTURE SOLSOC **▶** 17% **▶** 1.136.686 €
- EVALUATION ET SUIVI DES PROGRAMMES (COÛTS DE GESTION) → 11% → 720.320 €
- **VOLET BELGIQUE ▶** 5% **▶** 361.137 €

TOTAL CHARGES ▶ 6.778.454 €



RÉPARTITION DES FINANCEMENTS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

- **■** AFRIQUE CENTRALE **▶** 32% **▶** 1.789.160 €
- **■** AMERIQUE LATINE 19% 1.064.316 €
- AFRIQUE DU NORD ET PROCHE ORIENT > 14% 788.882 €
- **■** AFRIQUE DE L'OUEST ▶15% ▶ 841.993 €
- **■** BELGIQUE **>** 20 % **>** 1.081.457 €

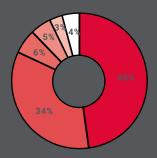
TOTAL & E 565 007 6



SOURCES DE FINANCEMENT

- **■** DGD > 76% > 4.558.879 €
- ACTION COMMUNE SOCIALISTE > 10 % > 581.193 €
- **■** ACTIRIS& MARIBEL > 7% > 404.930 €
- PUBLIC AUTRES (WBI, PROVINCES, BRUXELLES CAPITALE, ETC.) ▶ 7% ▶ 416.893€
- PRODUITS DIVERS (1ER MAI, SOLSOCKS, ETC.) % ▶ 29.843 €
- **DONS 36.912**€

TOTAL ▶ 6.028.653 €



APPORTS ACTION COMMUNE SOCIALISTE

FGTB ▶ 48% ▶ 281.015 €

■ UNMS SOLIDARIS ▶ 34% **▶** 198.714 €

GROUPES PARLEMENTAIRES ▶ 6% ▶ 32.500 €

■ P&V ASSURANCES > 5% **>** 30.000 €

PS ► 3% ► 18.964 €

■ MULTIPHARMA ► 4% ► 20.000 €

TOTAL ▶ 581.193 €

^{* 67 %} des fonds sont directement transférés à nos partenaires Sud pour la mise en œuvre des programmes.

NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS































